

Forum musulman canadien
(FMC)

Société inclusive, citoyens épanouis

Mémoire présenté à la
commission de consultation sur
les pratiques d'accommodement
reliées aux différences culturelles

Octobre 2007



Le présent mémoire a été adopté par les membres du conseil d'administration du Forum Musulman Canadien (FMC) à la séance du 8 octobre 2007

Pour obtenir un exemplaire de ce document, faites parvenir votre demande par :

Téléphone : 514-748-0251
Télécopieur : 514-748-0251
Courriel : info@FMC-CMF.com
Poste : C.P. 92037, Brossard, Québec
J4W 3K8

Toute reproduction totale ou partielle de ce document est autorisée, à condition que la source soit mentionnée.

Recherche et rédaction

Dr Brahim Benyoussef

Conseillères

*Dre. Najat Boughaba
Dre Samira Laouni*

Comité

*Aziz Chraibi
Dr Bashar Elsolh
Ferhat Behidj
Khaled Faraj
Mohamed S. Kamel*

Chaque être humain se distingue des autres par ses caractéristiques physique, psychologique et sociale. Chacun vient au monde avec un bagage héréditaire et se développe dans un tel milieu, à telle époque. Tout au long de son existence, chaque individu cherche à s'adapter. Mais que signifie au juste « être adapté » ? Quelle est la marge de liberté d'une personne au cours des diverses expériences de sa vie ? Une personne qui ne se conforme pas aux attentes des autres est-elle nécessairement inadaptée ? Une personne qui se conforme aux attentes des autres est-elle nécessairement adaptée ?

Monique Tremblay, L'adaptation humaine

Le Forum Musulman Canadien (FMC) est un organisme communautaire à vocation publique ayant pour mission de promouvoir la participation civique, la protection des droits et libertés, et la représentation communautaire devant les instances publiques et para- publiques : locale, provinciale et fédérale, sur des dossiers d'intérêt public et communautaire.

Fondé depuis 1990 au Québec et regroupant des organismes et des centres communautaires musulmans du Québec, le FMC se souscrit dans un esprit citoyen à renforcer les rapports citoyens et à harmoniser les relations interculturelles à l'intérieur de la société Canadienne et Québécoise.

Le présent mémoire a été approuvé par les associations affiliées au FMC :

Association Musulmane du Canada(MAC)

Association Musulmane de Montréal-Nord (AMMN)

Centre Culturel Musulman de Montréal (Mosquée Al-Ummah Al-Islamiah) (CCMM)

Centre Islamique BADR

Centre Islamique St-Rose (Centre Kawtar Laval)

Centre Islamique Laval (Mosquée Khalid Ibn Alwaleed)

Congres Islamique Canadien, Montréal (CIC- Montreal),

Mosquée Montréal (MM)

Regard Alternative Média (APM-RAM)

Regroupement des Algériens du Canada (RAC)

Regroupement des Marocains au Canada (RMC)

Note : le générique masculin est employé sans aucune discrimination et dans le seul but d'alléger le texte

Bref exposé des motifs

La question des accommodements raisonnables a soulevé un débat intense, ces derniers temps, au sein de la société québécoise; et a provoqué une polémique à plus d'un endroit. L'ampleur que ce débat a pris et la trajectoire qu'il poursuivait sous l'effet de la médiatisation abusive et de la politisation excessive, risquaient de miner le débat, de nourrir les préjugés et de creuser plus d'un fossé entre les Québécois. La consultation publique sous la direction de l'honorable commission vient offrir un cadre approprié, pour que le débat se déroule dans des conditions optimales, pour éviter les dérapages et pour escompter les résultats attendus.

La contribution à ce grand débat de société demeure d'une importance capitale, car l'enjeu est de taille. En effet, l'avenir de la société et son développement relèvent en grande partie, de la manière dont la diversité est gérée, des conditions de convivialité socioculturelle, des conditions de vie en harmonie, de l'adhésion et de la participation de tous les citoyens et du respect des valeurs fondamentales de la société : démocratie, justice, équité, égalité et liberté.

Conscients de l'enjeu et dans une perspective citoyenne, intervient notre contribution dans ce débat de société, en qualités de citoyens québécois et canadiens de confession musulmane, avec ce modeste mémoire, dont les objectifs sont :

- Aviser et alerter contre les dangers de ségrégation, des préjugés et du racisme;
- Aviser et alerter contre les dangers de compromission et atteinte aux libertés individuelles;
- Enrichir et contribuer au débat sur les accommodements raisonnables en particulier et sur le projet de société en général;
- Communiquer un point de vue des citoyens de confession musulmane;
- Éclairer les acteurs concernés sur un certain nombre de questions relatives à ce débat;
- Dissiper les malentendus et éliminer les zones de confusion et d'incompréhension qui entourent cette question.

Table des matières

1. Préambule	1
2. Cohésion sociale menacée	2
3. Accommodements raisonnables : Équité recherchée	3
3.1 Dimension juridique :	3
3.2 Dimension sociale :	4
4. L'impératif de baliser	5
5. Promouvoir le chantier citoyen	6
6. Prévenir le danger de l'exclusion :	7
7. Pour une laïcité ouverte :	8
Conclusion :	10
Références	11

1. Préambule

La question des accommodements raisonnables a soulevé un débat intense, ces derniers temps, au sein de la société québécoise; et a provoqué une polémique à plus d'un endroit. Le débat de société est en soi un indicateur de la bonne santé morale et intellectuelle de la société; toutefois, le débat sur cette question en particulier s'est déroulé dans de conditions compromettantes.

En effet, deux facteurs sont venus dévier le débat de son cadre objectif et constructif et, le glisser dans la trajectoire dangereuse de l'affrontement. En effet, la médiatisation excessive, abusive et tendancieuse d'une part; et l'instrumentalisation politique et électoraliste de la question, d'autre part, ont compromis le débat. Le danger de la manœuvre est de nourrir une certaine sensibilité qui vient opposer des nous à des eux. Introduire cette question dans ce cadre risquait de générer plus de clivages que de résoudre de problèmes, au sein d'une société noble, inclusive, riche et fière de sa diversité. L'ampleur que ce débat a pris et la trajectoire qu'il poursuivait sous l'effet de la médiatisation abusive et de la politisation excessive, risquaient de miner le débat, de nourrir les préjugés et de creuser un fossé entre les Québécois. Aussi, ce contexte développait une dangereuse tendance à généraliser, à désigner des responsables et à culpabiliser les groupes dits communautaires, d'actes individuellement commis; paradoxalement, ceci se passe, dans une culture de droit et responsabilité de la personne!!!

Cependant, la contribution à ce grand débat de société demeure d'une importance capitale, car l'enjeu est de taille. En effet, l'avenir de la société et son développement relèvent en grande partie, de la manière dont la diversité est gérée, des conditions de convivialité socioculturelle, des conditions de vie en harmonie, de l'adhésion et de la participation de tous les citoyens et du respect des valeurs fondamentales de la société : démocratie, justice, équité, égalité et liberté.

Conscients de l'enjeu et dans une perspective citoyenne, intervient notre contribution dans ce débat de société, en qualité de citoyens québécois et canadiens de confession musulmane¹, avec ce modeste mémoire, dont les objectifs sont :

- Aviser et alerter contre les dangers de ségrégation, des préjugés et du racisme;
- Aviser et alerter contre les dangers de compromission et atteinte aux libertés individuelles;
- Enrichir et contribuer au débat sur les accommodements raisonnables en particulier et sur le projet de société en général;
- Communiquer un point de vue des citoyens de confession musulmane;
- Éclairer les acteurs concernés sur un certain nombre de questions relatives à ce débat;
- Dissiper les malentendus et éliminer les zones de confusion et d'incompréhension qui entourent cette question.

2. Cohésion sociale menacée

Convaincus de l'importance et de l'effet des conditions et du contexte, notre intervention vient aviser et alerter contre les graves effets que peut causer la manipulation tendancieuse du débat de société. Il est primordiale d'offrir les conditions optimales, pour que le débat puisse escompter ses résultats et se dérouler dans de bonnes conditions. On se rappelle, comment la médiatisation continue et acharnée d'une série de cas qualifiés à tort d'accommodements raisonnables, avait fortement conditionné l'opinion publique. Le sondage d'opinion biaisé qui s'ensuivit, intervenant dans ces conditions douteuses, donna l'occasion à certains de déclarer ouvertement et publiquement leur racisme. Cette situation préparait le climat, pour que le danger du racisme soit démystifié et, pour que soit creusé le fossé entre les citoyens, classés à tort en catégorie A dite de souche et catégorie B dite immigrante? La manœuvre combinée médiatique et électoraliste menaçait grandement la cohésion sociale. La médiatisation, et dans une intention de mise

en scène du sensationnel, ne se gênait pas à exagérer² ou manipuler les faits par endroit et, à qualifier d'accommodements raisonnables à tort, des cas de négociation ou d'ententes privées. Cela, malheureusement générait une très mauvaise opinion sur les citoyens désignés de communautés culturelles. Cela conditionnait négativement l'opinion publique et développait davantage de clivages sociaux. Pour cela, il faut rester vigilant quant aux risques que court la société toute entière,³ notamment :

- Le risque de développer de la sensibilité xénophobe en général et islamophobe en particulier;
- Le risque d'installation du racisme et de la discrimination;
- Le risque de porter atteinte à la diversité culturelle de la société;
- Le risque d'affecter la cohésion sociale;
- Le risque d'apporter atteinte aux libertés individuelles.

Il est impératif de redresser la situation. Nous restons à cet égard convaincus que le chantier de la culture citoyenne demeure la seule solution et, constitue de ce fait le vrai défi à relever. C'est dans ce cadre problématique que les questions clés de cette contribution interviennent, à savoir : Que faire? Comment faire? Et avec quels moyens pour parvenir à établir et entretenir un cadre cohérent de fonctionnement du mécanisme des accommodements raisonnables, dans le but noble d'assurer les conditions d'adhésion et de vie en harmonie entre toutes les composantes de la société québécoise ?

3. Accommodements raisonnables : Équité recherchée

3.1 Dimension juridique :

La question de l'accommodement raisonnable revêt un double aspect, juridique et social. Dans sa dimension juridique, le principe relève de la charte des droits et libertés; et vient offrir un mécanisme d'ajustement quant aux droits et libertés de la personne, pour parer aux déficiences du système et prévenir des cas de discrimination. C'est un outil que le législateur a mis en place pour compenser une éventuelle déficience du système. Il s'agit

d'une règle qui prévoit la possibilité d'aménagements exceptionnels, afin de permettre à une personne, relativement à une quelconque contrainte, de bénéficier de l'accès équitable à un service public....

Il va de pair avec la valeur de l'équité, valeur fondamentale qui demeure la fierté des Québécoises et des Québécois en particulier et des Canadiennes et des Canadiens, en général.

3.2 Dimension sociale :

D'un point de vue sociologique, l'accommodement raisonnable va de pair avec la notion de la diversité. C'est une mesure qui permet de prévenir des cas de discrimination relatifs à l'âge, à un handicap, à la religion ou à la race, etc. L'accommodement raisonnable relève d'une volonté partagée de gérer en harmonie la diversité sociale et culturelle, qui caractérise la société québécoise. Il offre un mécanisme qui vise l'accommodement de certaines personnes et collectivités, quant à l'exercice de leurs droits et libertés.....

Le principe puise dans une vision noble de la société, fondée sur les valeurs de droit, de liberté, de convivialité, de respect et d'équité; d'autant plus que c'est une société culturellement diversifiée. Vision qui prône l'adhésion en harmonie des personnes et collectivités, plutôt que toute autre forme d'intégration.

L'accommodement raisonnable s'inscrit dans une logique de négociation et de médiation et non de celui de l'arbitrage et de la contrainte. Il permet dans une certaine limite acceptable d'apporter un certain aménagement exceptionnel réconfortant certaines personnes, relativement à leurs contraintes, croyances ou perceptions du monde.⁴

Son rôle social, s'inscrit dans la logique de la gestion de la diversité, comme mécanisme favorable à l'adhésion en harmonie des citoyens. Il génère un effet positif et un impact considérable sur l'individu et la collectivité; en ce sens qu'il permet de meilleures conditions d'adhésion et renforce le lien social. Il permet à l'individu de se réaliser, de retrouver son équilibre et parer aux risques de déviance. Il renforce le lien social et

nourrit le sentiment d'adhésion. L'impact et les retombées sur la société sont considérables, traduites en bien-être, convivialité, solidarité citoyenne et engagement.

Mais cela ne peut fonctionner dans l'absolu; ce qui indique l'impératif de prévoir des limites et des repères, afin de garantir le bon fonctionnement et la réalisation des buts recherchés.

4. L'impératif de baliser

L'accommodement raisonnable demeure un principe souple qui prend selon le cas et le contexte une forme ou un traitement particulier. Et comme dans toute négociation il se peut qu'il y ait des abus ou des dépassements; mais cela demeure très faible et ne doit en aucun cas **offrir un prétexte aux adversaires du principe, pour l'abolir.**

Toutefois, le principe de l'accommodement raisonnable doit obéir au bon sens, dans la mesure où la liberté des uns s'arrête là où commence le droit des autres. L'accommodement des uns ne doit en aucun cas être préjudiciable aux autres. Il faut arriver à des justes milieux. Les accommodements ne doivent en aucun cas porter atteinte à la cohésion de la société ou perturber le bon fonctionnement d'une entreprise ou d'une institution. Pour cela, il faut :

- Prévoir des balises pour délimiter le champ de manœuvre, afin d'atteindre les objectifs poursuivis, sans compromettre les fondements de la société.
- Observer la règle d'or, de ne pas menacer la liberté des uns, ni bafouer le droit des autres.
- Ne pas compromettre les valeurs fondamentales de liberté, égalité, droit, équité et justice;
- Observer un juste milieu, en conciliant droit et liberté, d'une part et, liberté et responsabilité, d'autre part.
- Renforcer les mécanismes de recours et de médiation;
- Encourager la logique de négociation et d'ententes mutuelles entre les concernés.

Cela ne peut toutefois aboutir, sans des actions d'accompagnement. D'où l'impératif d'appuyer l'action juridique et politique, d'une démarche éducative.

5. Promouvoir le chantier citoyen

Le multiculturalisme canadien et la culture québécoise commune font de l'espace socioculturel canadien et québécois un espace public unique de justice, d'égalité, de cohésion sociale, d'accommodement de la diversité et de la spécificité culturelle et religieuse dans le respect de la Charte des droits et libertés.

L'intégration de la différence dans une société est un objectif noble qui doit certainement résister aux manœuvres électoralistes et aux spectacles médiatiques.

Il demeure néanmoins capital de développer et de promouvoir la culture citoyenne sur une base de droit, de justice, d'équité, d'égalité et de liberté, d'une part et, de valoriser le croisement des cultures, d'autre part. Car les cultures des uns et des autres demeurent des registres codés et, grâce à l'échange des codes, par le rapprochement et la communication, que les préjugés se dissipent, les esprits se rapprochent et se comprennent, les affinités se tissent et les solidarités s'installent.

Promouvoir la rencontre et le dialogue des cultures ou culture au pluriel au profit d'une meilleure cohésion sociale.

Promouvoir les chantiers culturels et citoyens pour développer la convivialité et la cohésion sociales.

Appuyer l'insertion sociale par l'accès à l'emploi, aux services et à l'éducation. Respecter les spécificités pour aider les individus et collectivités à se construire, s'affirmer et s'épanouir, afin de mieux adhérer et contribuer.

Aussi, faut-il investir dans la construction et dans la consolidation des ponts et canaux de communication et d'échange.

La diversité sociale et culturelle constitue en effet une richesse inestimable, si les conditions de vie en harmonie sont offertes. La diversité doit être appréciée à sa juste valeur et optimisée grâce aux conditions inclusives de développement social, économique et politique. Il faut œuvrer pour assurer :

- Convivialité sociale et culturelle;
- Partage d'un patrimoine commun;
- Promotion de l'entre connaissance;
- Ouverture à l'autre;
- Promotion des conditions d'adhésion et d'engagement citoyen.

6. Prévenir le danger de l'exclusion :

Les citoyens de confession musulmane en particulier ont été durant toute cette campagne, la cible de l'acharnement médiatique; à tort, car les valeurs musulmanes sont des valeurs humanistes et universelles. Ceci, bien entendu constitue une fois de plus un facteur à risque pour la cohésion sociale. En effet, il vient alimenter les préjugés, nourrir les frustrations, développer le sentiment d'exclusion et surtout développer le phénomène de l'islamophobie, du racisme et de la discrimination. C'est dans ce contexte d'ailleurs, qu'une école musulmane a été vandalisée et des personnes agressées.

En particulier, le *hijab*, qui est un choix personnel lié au cheminement spirituel, a suscité beaucoup d'intérêt et provoqué des débats exagérément passionnés. Cette question doit être libérée des regards menaçants et du contexte de la manipulation. C'est une question qui ne doit pas sortir du domaine des droits et des libertés individuelles, affectant la liberté de culte et de religion; libertés à préserver et à défendre.

7. Pour une laïcité ouverte :

La société québécoise est une société laïque qui se démarque par sa culture, sa langue, et son histoire. Elle l'est aussi par ses horizons humanistes et communautaires, et par sa capacité, voire sa volonté, à l'inclusion et à rejeter le racisme sous toutes ses formes et ses expressions.

La laïcité doit être reconnue comme valeur fondamentale dans la culture québécoise en particulier et canadienne en général.

Elle constitue l'aboutissement d'un long processus historique qui visait la libération de l'espace public de l'emprise du sacré et la séparation des pouvoirs temporels et des pouvoirs religieux.

Elle constitue ainsi le garant de la liberté de culte et de la pratique religieuse.

C'est en vertu de celle-ci que tout chacun dispose du droit de pratiquer librement sa religion, sans contrainte ni pression. C'est en vertu de celle-ci que nul n'a le droit d'obliger l'autre à subir sa religion.

Elle doit être appréciée à sa juste valeur, comme principe et mécanisme qui vise à neutraliser l'effet et le pouvoir de la religion dans l'espace public, de façon à permettre à tous les citoyens de pratiquer librement leurs religions, sans avoir à subir une quelconque contrainte; et sans avoir à exercer la moindre pression sur l'autre.

Cependant, il ne faut pas que la laïcité sombre dans une position radicale et se transforme à une religion pour combattre les religions.

Aussi, il faut nuancer les attitudes et les comportements qui concernent les individus en tant que personnes physiques, de ceux qui engagent les personnes morales des institutions.

Il faut distinguer entre les attitudes qui concernent les individus et relèvent du niveau privé de leurs choix, quant à leurs convictions religieuses et cheminements spirituels, touchant au vestimentaire, à l'alimentaire et aux autres aspects de la vie quotidienne, de ceux intervenant collectivement sous l'autorité d'une institution, relevant de sa responsabilité et affectant son fonctionnement.

À ne pas confondre le geste d'une personne qui porte un hidjab, une kipa ou un turban sur la tête ou une petite croix sur le cou, avec le geste d'étaler un livre saint ou tout autre manifestation ou symbole religieux à l'échelle publique. Il est bien entendu que le premier relève du domaine privé de la personne; par contre le deuxième engage toute l'institution et devient une affaire publique.

Celui ou celle qui choisit de se vêtir d'une manière ou de manger d'une façon doit demeurer dans son droit, d'exercer son libre choix, en autant qu'il n'engage pas l'institution à s'aligner avec son choix et mode de vie et, en autant qu'il n'entrave pas, par son comportement le fonctionnement de l'institution.

Que celui qui ne serait pas à l'aise à pratiquer une chose, ait le droit d'être exempté en autant qu'il n'oblige pas les autres à s'aligner avec son choix ou subir son choix.

Quelqu'un dans un service de garde ou ailleurs et qui ne tolère pas un aliment dans le menu offert, doit pouvoir le refuser sans pour cela imposer son régime aux autres.

Quelqu'un qui pour une raison ou une autre ne peut pratiquer un sport, se trouve en droit de réclamer l'exemption, sans demander qu'un aménagement quelconque viendrait perturber ou nuire à l'établissement.

Ainsi, accommoder vient permettre à la minorité de vivre et de participer avec la majorité. Mais que la minorité n'exige pas la généralisation ou l'imposition de son mode à la majorité.

Ce qui relève de la liberté individuelle ne doit pas être exclu au nom de la laïcité.

Le champ du libre exercice des droits fondamentaux et libertés doit être apprécié à sa juste valeur et, ne doit en aucun cas être restreint ni contraint, au nom de la laïcité, en autant qu'il n'entrave pas le fonctionnement de l'institution et, ne compromet pas sa neutralité.

Conclusion :

En conclusion, nous réitérons que :

- Les accommodements raisonnables offrent un mécanisme précieux à épargner des menaces de la manipulation;
- Les accommodements raisonnables offrent un principe, à apprécier à sa juste valeur, comme outil destiné à rendre plus équitables les conditions d'accès aux services, en considération aux éventuelles contraintes que les citoyens, pour une raison ou une autre, peuvent observer;
- Les accommodements raisonnables offrent un principe, à apprécier à sa juste valeur, comme outil à mettre au service de la société, en vue de promouvoir l'adhésion citoyenne et les conditions de vie en harmonie; et en vue de gérer la diversité inclusivement;
- Il est impératif de l'appuyer par une démarche éducative et une action globale de développement;
- Aussi, il est impératif de le baliser selon le principe d'équilibre entre liberté et droit, d'une part et droit et responsabilité, d'autre part;
- Aussi, considérer la négociation et le gros bon sens comme principes appropriés, pour une gestion cohérente de la question.

Références

¹ Population importante et en croissance. Elle est riche en potentiels humains, culturels et économiques et, contribue efficacement au développement social, culturel et économique. L'Islam occupe par ailleurs, une part importante, en qualité de 3^{ème} religion au Québec et en Ontario après les religions catholique et protestante.

² « Sur les 4000 plaintes reçues par la Commission des droits de la personne entre 2000 et 2005, à peine 85 concernaient la religion. De plus, selon l'étude de la Commission des droits de la personne et de la jeunesse, il n'y a eu, entre 2000 et 2005, que 30 plaintes relatives aux accommodements raisonnables. Plus de la moitié de celles-ci ont été déposées par des groupes chrétiens, comme les Protestants, les Témoins de Jéhovah ou encore les Catholiques. Il y a ainsi eu plus de plaintes par des groupes chrétiens (16) que par des Québécois de confession musulmane (8) ou juive (6). Plus de la moitié des accommodements raisonnables intervenus récemment concernent des personnes handicapées. L'idée que les accommodements raisonnables sont avant tout l'affaire de minorités ethniques ou culturelles est ainsi avant tout un mythe »; tiré du Texte de Vincent Duclos dans la Grande Époque, en date du 1 mars 2007, faisant référence à l'article de Martin Jolicoeur dans les Affaires du 1 mars 2007.

³ « Une étude d'Influence Communication a en ce sens analysé que les thèmes du multiculturalisme et des communautés ethniques ont été mentionnés en marge de sujets controversés ou de situations conflictuelles dans 72 % des cas au Québec, en 2006. C'est ainsi que le Québec est passé du 9e (2005) au 1er rang des associations médiatiques négatives relativement au multiculturalisme et aux communautés ethniques, dépassant du même coup l'Alberta. » tiré du Texte de Vincent Duclos dans la Grande Époque, en date du 1 mars 2007, faisant référence à l'article de Martin Jolicoeur dans les Affaires du 1 mars 2007

⁴ À ce propos Mme Mac Andrew dit «il ne s'agit donc pas d'un privilège, comme on l'entend souvent, mais d'une exception permettant de rétablir un semblant d'équilibre. Citation tirée d'un article paru dans la revue *Éthique publique* du 19 février 2007 »